

Assainissement des stands de tir

Question

Le 1^{er} novembre de l'année dernière, de nouvelles dispositions concernant les sites pollués sont entrées en vigueur au niveau fédéral. Ces changements concernent notamment les stands de tir, car les sols autour des zones de tir sont fortement pollués par le plomb, ce qui représente un danger pour l'homme et l'animal.

D'ici fin octobre 2008, tous les stands de tir suisses devront être équipés de buttes pare-balles pour éviter que les sols continuent à être pollués par du plomb. Et les sols des stands de tir contenant du plomb devront être assainis dans les 30 ans. La Confédération participera à hauteur de 40 % aux coûts d'assainissement, ce pour autant qu'il n'y ait plus de coup tiré dans la terre après le 1^{er} novembre 2008. Au niveau du canton de Fribourg, 140 à 150 stands de tir sont concernés, selon M. Pierre-Alain Loup du Service de l'environnement.

Au sujet de la mise en conformité et de l'assainissement des stands de tir, je me permets de poser au Conseil d'Etat les questions suivantes :

1. Les communes ont l'obligation d'équiper les stands de tir avec des buttes pare-balles d'ici fin octobre 2008. A défaut, elles ne recevront pas de subventions fédérales pour l'assainissement des sols. Que fait le canton pour mettre en œuvre cette norme légale ? De quelle manière soutient-il les communes ?
2. La mesure la plus efficace contre la contamination du sol due aux activités de tir est la réduction, respectivement la régionalisation des stands de tir. Le canton du Jura par exemple a établi un concept qui va dans ce sens. Le canton de Fribourg est-il disposé à élaborer lui aussi un tel concept et à entreprendre des démarches visant les fusions de stands de tir ?
Les fusions présentent un avantage certain, étant donné que seuls les stands de tirs encore exploités sont concernés par l'obligation des buttes. Il va de soi que les stands de tir dont l'exploitation aura cessé rempliront sans autre les conditions pour une subvention fédérale.
3. Quelle est la planification pour l'assainissement des stands de tir ? A-t-on fixé des priorités pour les assainissements ?

Le 30 avril 2007

Réponse du Conseil d'Etat

La Confédération accorde des indemnités financières pour l'investigation, la surveillance et l'assainissement de sites pollués aux abords des stands de tir (cf. modification du 16 décembre 2005 de la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE), entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2006). Le montant de l'indemnité s'élève à 40 % des coûts imputables. Les conditions à respecter pour pouvoir bénéficier de l'indemnité sont strictes. Il s'agit en particulier d'arrêter de tirer dans les buttes pare-balles ou de mettre en place un système de récupérateurs de balles derrière les cibles, appelé pare-balles artificiel d'ici le 1^{er} novembre 2008.

Ce délai étant très court, une motion visant sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2012 est actuellement en cours de traitement au Conseil national.

En collaboration étroite avec la Commission cantonale des stands de tir (CCST) et les Préfets, le Service de l'environnement (SEn) a rapidement informé les communes, les sociétés de tir et les propriétaires de terrains concernés par ces exigences. Cette information a résidé dans l'envoi de courriers en novembre 2006 et juillet 2007, dans l'organisation de soirées d'information dans tous les districts en mars et avril 2007, ainsi que dans des séances spécifiques.

Réponses aux questions posées:

1. Il convient tout d'abord de préciser que pour bénéficier des subventions fédérales, il ne s'agit pas d'équiper les stands de tir avec des buttes pare-balles d'ici fin octobre 2008, mais bien soit de mettre en place des pare-balles artificiels, soit d'arrêter de tirer pour qu'il n'y ait plus de projectiles qui viennent contaminer la butte pare-balles. Pour favoriser la mise en œuvre de ces exigences légales, le canton a entrepris de nombreuses démarches d'information et de soutien technique. En revanche, il ne dispose en l'état ni de base légale ni de moyens financiers pour soutenir les communes et les sociétés concernées dans leurs démarches. Le Conseil d'Etat prendra position sur la question d'un soutien financier éventuel dans le cadre de sa réponse à la motion Vonlanthen/Romanens (M1004.07).
2. Le Conseil d'Etat est également d'avis que la régionalisation des stands de tir est une bonne chose. Une certaine régionalisation s'est déjà réalisée ces dernières années puisque 30 installations de tir ont été supprimées. Toutefois, la capacité des 89 installations de tir à 300 mètres restant en fonction ne permet guère d'envisager de nouvelles concentrations en raison des exigences de l'ordonnance sur la protection contre le bruit. Il faut aussi compter parfois avec une certaine résistance de la part des communes et sociétés de tir concernées. Au niveau régional, la construction de nouveaux stands serait souhaitable, mais elle se heurte souvent dans la pratique à des difficultés majeures. Dans ce contexte, le canton reste favorable à des projets de régionalisation des stands de tir.
3. Les priorités fixées pour l'assainissement des sites pollués se basent principalement sur le risque pour les eaux souterraines ou superficielles. Ainsi, les buttes pare-balles situées en zone S de protection des eaux (zones de protection des captages d'eau potable) doivent être assainies en première priorité. Cela représente une dizaine d'installations dans le canton. Des démarches ont déjà été entreprises dans ce sens auprès des communes concernées. Pour toutes les autres buttes pare-balles, une analyse plus précise de situation est en cours. Ce n'est qu'une fois en possession de ces éléments qu'un planning définitif des assainissements pourra être fixé.

Fribourg, le 4 septembre 2007